

Chères citoyennes, chers citoyens,

Nous vivons un moment historique pour la Patrie, nous devons procéder avec l'intelligence et la maturité suffisantes pour agir avec l'urgence, l'amour, la passion pour changer ce passé d'ignominie et de honte, d'exclusion, de dépouillement de nos ressources, de privatisations, de manque d'emplois, de santé, de logement ; passé durant lequel les « propriétaires » du pays nous ont volé le développement, la possibilité réelle d'exister, d'agir avec souveraineté, de vivre avec des écoles dignes, avec de la santé.

Nous accomplissons avec lucidité le mandat du peuple qui, lors des élections de 2006, avec une écrasante majorité, contre tout pronostique, a choisi notre proposition révolutionnaire pour aller vers un changement définitif de l'Equateur ; changement pacifique, démocratique ; mais rapide et profond.

Nous n'avons pas présenté des candidats pour avoir des députés au Congrès National(1) ; puisque nous ne pouvions pas faire partie de cet espace, des vieilles pratiques du vieux pays, de la vieille partitocratie. Il était indispensable de réaliser notre consigne : « qu'ils partent tous ». Avec cela un message clair a été donné : le changement que nous proposons était radical.

Nous n'avons fait aucune concession à la partitocratie. Nous avons tenu parole, notre première action en tant que gouvernants a été de convoquer une Assemblée Constituante et, aujourd'hui, nous avons une nouvelle proposition politique pour le pays, qui rompt totalement avec le régime d'avantages et privilèges instaurés par la constitution de 98. Nous avons réussi à démanteler ce vieil ordre et à construire une nouvelle institutionnalité.

On nous a traités de « fous » lorsqu'on a décidé de ne pas présenter des candidats pour le Congrès National ; mais nous avons démontré que notre alternative avait un soutien populaire incontestable. Le 15 avril 2007, nous avons obtenu une des réponses les plus radicales jamais exprimées par le peuple équatorien, lorsqu'il a dit Oui au référendum avec 82% des voix.

Les hommes et femmes de la Patrie, lors de la convocation pour les élections de représentants à l'Assemblée, ont reconnu en nos candidats des vrais militants de la démocratie et ils en ont élu 80 parmi les 130 assembléistes. Pour la première fois, lors d'élections pluripersonnelles, un mouvement politique a gagné dans 21 des 22 provinces du pays. Il s'agit d'un moment historique pour notre pays. Pour la première fois il n'y a pas eu des divisions régionales ; ça a été un des processus les plus démocratiques des dernières années. Tout a été approuvé par l'immense majorité du peuple : la convocation

d'une Assemblée Constituante, son statut, les assembléistes ; et maintenant, le texte constitutionnel.

L'Assemblée Constituante est le résultat d'années de luttes sociales des ouvriers, enseignants, indigènes, femmes, écologistes, jeunes, handicapés, migrants. Il s'agit d'un chant à la vie, le meilleur de chacun des équatoriens et de chacune des équatoriennes, elle a été rédigée avec notre cœur, avec un amour infini.

Nous sommes tous constituants, la nouvelle « Carta Magna » a recueilli les demandes des différents groupes sociaux de l'Equateur. Ce processus articule les demandes et les intérêts qui sont nés depuis la résistance que les secteurs populaires ont mené contre le néolibéralisme ; et depuis les besoins ressentis en matière de modernisation, démocratie et transformation sociale de l'Etat.

Cette fois-ci il ne s'agit pas de choisir entre deux propositions qui représentent les mêmes intérêts et la même vision des mêmes détenteurs du pouvoir de toujours; de choisir le moins pire ; cette fois-ci le choix se fait entre deux mondes, entre deux modèles de développement complètement différents en ce qui concerne l'économie, le social, le politique et l'environnement.

Pour ce qui est de l'économie nous avons vécu un « macro-effondrement », une suite de vols légaux, une horrible pratique du dépouillement. Celle-ci a été, en réalité, la violence de la faim institutionnalisée ; le crime perpétrant les cambriolages les plus honteux contre tous, sous couvert légal, avec tout type de laissez-passer, pour que les cambrioleurs engraisent leur butin, avec le soutien de la loi.

Nous avons vécu prisonniers, menottés, dans un système économique dans lequel la voracité du capital, l'exploitation de l'homme par l'homme à travers l'argent, revêt des nouvelles formes, avec des effets encore plus violents, que dans le passé.

Nos ressources, notre richesse naturelle: le pétrole, les mines, même l'eau et l'air, selon eux, devaient être privatisés, pour que tout le monde paye mais seulement quelques uns encaissent.

La situation de l'Equateur était insoutenable, alors que l'Amérique Latine est la région la plus injuste au monde, l'Equateur emportait le premier prix ; en effet, les dépenses sociales par habitant ont descendu jusqu'à représenter seulement un quart de la moyenne latino-américaine !!

Pour récolter encore plus de bénéfices démesurés, il fallait qu'il n'existe plus aucun droit du travail ; puisque le capital a toujours

besoin de main d'œuvre bon marché ; on l'a vu avec les pratiques esclavagistes de la tertiarisation du travail, de la flexibilisation, du travail par heure ; pour nous, les êtres humains ne sont pas des pièces, des engrenages, des outils de production ; ce sont des êtres humains, avec tout ce que ce mot veut dire, ils ne peuvent pas être considérés comme une outils de production, ce sont des êtres humains en lettres majuscules.

Ils ont vendu le pays, ils nous ont endettés à tel point que chaque équatorien qui nait, avec son premier soupir, arrive avec plus de 1200 dollars de dette sous le bras. Pour le dire clairement, à chaque équatorien ne revient pas une partie proportionnelle des ressources, de la terre, du ciel, de l'air, de l'eau ; mais nous sommes par contre endettés, sans avoir mangé ni bu ; nous sommes endettés, et il s'agit même d'une dette que nous avons déjà payé plusieurs fois.

Ils s'endettaient pour financer la dette, pour payer la dette ; vous vous imaginez bien comment ça se passait : remplir un trou avec un autre trou encore plus grand.

L'économie est le résultat d'un effort social. La capacité de générer du bien être ; avec l'effort commun de tout un peuple on peut arriver à une contribution immense, encore plus si à cela s'ajoute l'utilisation intelligente, sage, de tout ce que la nature, la terre, la Pacha Mama(2) , nous offre.

La partitocratie, les banques et le capital international, ont construit dans le dos du peuple une vraie arme de destruction massive : la Constitution de 1998 ; et ils ont établi les dispositions transitoires qui ont permis la faillite des banques, le « jour férié bancaire », le cambriolage, le vol le plus grand qui ait été perpétré contre des milles et des milles de déposants, contre l'Etat, qui est de tous et de toutes : plus de huit mille six cents millions de dollars, presque l'équivalent du budget annuel de l'Etat.

Est-ce qu'à un seul parmi nous, et nous sommes tous la Patrie, a été demandé s'il été d'accord ? Est-ce qu'ils ont eu, à cause de ses intérêts pourris, la moindre intention de demander au peuple s'il était d'accord ou non ? Est-ce qu'à un seul parmi nous, et nous sommes la majorité, a été demandé s'il été d'accord avec les prêts engagés par la Banque Centrale pour les banques qui entraînent en faillite ?

Vous vous imaginez combien d'écoles, d'hôpitaux, de petits déjeuners scolaires, des médicaments, de chemins on pourrait faire avec tout cet argent ?

Aujourd'hui on nous accuse, on dit que la nouvelle constitution a

couté entre trois mille et six mille millions de dollars, alors que le plan de sauvetage bancaire a couté entre six mille et huit mille millions de dollars.

Aujourd'hui ils crient et s'arrachent les cheveux car, avec l'arme qu'ils ont construite pour dépouiller notre économie, l'AGD(3) , on a réussi à inverser la situation. L'AGD, sous la direction de mains propres, de mains représentant du peuple avec responsabilité, après dix ans durant lesquels personne n'a rien dit, parce qu'il s'agissait de ses complices ; dix ans d'oubli honteux, d'impunité, qui ont été achetés avec le même argent qu'ils ont volé.

On a procédé à la saisie des biens de ceux qui ont été les responsables de ce vol criminel ; aujourd'hui les mêmes qui ont permis ce cambriolage, les complices, les acolytes, se lèvent contre les intérêts du peuple et disent NO.

Face à cela, notre proposition pour le présent et pour le futur, concerne la paix, la solidarité, le respect à la nature. Nous ne voulons pas une société de pauvres, nous voulons une société de propriétaires, avec un développement équitable, une société avec plus de justice.

L'opposition confond intentionnellement et avec malice le renforcement de l'Etat avec un supposé « hyper présidentialisme ». Nous travaillons pour un Etat fort, non pour un Etat autoritaire. Un Etat qui soit capable d'établir des politiques à long terme pour obtenir notre souveraineté énergétique, notre souveraineté alimentaire ; une preuve de cela est le fait que parallèlement au renforcement de l'Etat on prévoit un renforcement de la société. La participation citoyenne joue un rôle décisif, l'organisation de la société en ensembles critiques, qui apportent des critères et des actions communautaires est d'une importance vitale pour le développement de la nation.

Pour cela, nous proposons l'articulation entre trois types d'économie pour le nouveau système économique : l'économie privée, l'économie sociale et solidaire, et l'économie d'Etat. Plus jamais l'économie sociale ne sera l'ambulance qui ramasse les morts laissés par la politique économique. Nous proposons de créer un Etat de bien-être pour que la société ait la garantie d'une vie digne, avec emplois, santé gratuite, sécurité sociale pour toutes et tous les équatoriens, éducation gratuite jusqu'à l'université.

Nous travaillons pour améliorer la qualité et l'espérance de vie ; et, pour développer les capacités et potentialités de la population.

Nous nous dirigeons vers la construction d'un système économique ;

juste ; démocratique ; productif ; solidaire et durable, basé sur la distribution équitable des bénéfices du développement.

Nous cherchons à établir une cohabitation harmonieuse avec la nature, qui maintienne, conserve et récupère la nature. La terre est notre mère, notre maison, notre source de vie.

On est réunis par cette célébration de la joie, le « chant général »(4) de cette assistance populaire en masse ; cette démonstration d'union, de solidarité, et de confiance en le future. On est réunis par l'espoir, la joie d'être ensemble, sous un rêve commun de liberté, de développement équitable, de santé ; cette affection, comme un chant à la dignité, nous appelle à naître.

Nous aimons la vie, honorons la vie, célébrons la vie en sa plus haute expression de confraternité, de démocratie, ici et maintenant, où nous nous sommes donnés rendez-vous des milliers de citoyens et citoyennes, en un geste de fraternité interminable entre frères. Cette merveille, ce fleuve de volontés unies n'est pas un point d'arrivée, c'est un nouveau point de départ, le début de la mobilisation massive nationale de l'espoir, qui ratifie la volonté populaire pour un changement radical, profond et rapide, pacifique, et en démocratie de la Patrie.

Nous sommes arrivés à cette heure décisive, en accomplissant le mandat du peuple, un mandat clairement exprimé en faveur du changement.

En faveur d'un nouveau chemin que celui qui nous a été offert durant des décennies par ceux qui ont voulu tout privatiser, ceux qui ont forcé un processus de migration massive qui a fragilisé le tissu social, la stabilité de centaines de milliers de familles ; ceux qui ont provoqué la crise économique, politique et morale plus grande de notre histoire.

Nous avons affronté des ennemis très puissants, des groupes qui –on l'a bien vu-, n'ont eu aucun scrupule pour mentir de façon exécration, éhontée ; pour manipuler des sentiments délicats, des croyances, des éléments sacrés de l'imaginaire populaire ; tout, pour ne pas perdre ses privilèges, ses espaces, pour ne pas perdre les fils avec lesquels ils ont toujours contrôlé et manipulé nos consciences.

Nous avons affronté l'énorme pouvoir médiatique, relais de la partitocratie en ruines, voix directe des puissants, instrument au service d'intérêts bâtards, qui agissent et ont toujours agi dans le dos du peuple, du public prisonnier auquel on a séquestré ses oreilles, qui les croit encore ; public, heureusement, chaque fois moins nombreux.

Nous avons traversé des journées très dures mais, nous avons toujours

senti et nous nous sommes toujours inspirés de la foi populaire, la décision, le courage, la volonté de changement du peuple équatorien. Nous nous sommes toujours inspirés de ce profond sens de solidarité qui fait partie de l'être équatorien, de même que de cette soif de justice ; le fait de voir que personne ou presque personne est indifférent face à la souffrance de ses semblables, face aux abîmes d'inégalité, face à la misère de la plupart et l'opulence insultante de certains.

Ce dimanche nous avons entre nos mains, la possibilité de choisir un futur meilleur pour nos enfants, pour nos petits-enfants ; l'opportunité de faire que ce changement tant attendu devienne réalité ; l'opportunité d'avoir, enfin, cette Patrie pour tous et toutes, ce nouvel Equateur, cette Patrie Fièrre et Souveraine de laquelle ont rêvé tellement de générations depuis le temps d'Espejo(6) , des martyrs du 2 août(7) et les luttes indépendantistes du 9 octobre et 24 mai(8) ; depuis le mouvement « antifloreano »(9) ; de Daquilema(10) à la résistance « garciana »(11) , depuis les « montoneras alfaristas » et la belle révolution de 1895 (12).

Et plus tard, à partir de toutes les luttes sociales du XX^e siècle, entre elles celle du 15 novembre 1922 (13, « La gloriosa » de 1945(14) , les luttes étudiantes, ouvrières, paysannes des années 60 et 70 ; depuis les soulèvements indigènes des années 90, depuis toutes ces manifestations riches en rébellion, patriotisme et insurrection de l'espoir.

Il ne s'agit pas d'une élection en plus, il ne s'agit pas de l'élection d'un président, encore moins d'un maire, il ne s'agit pas de l'élection de représentants, c'est l'élection entre un nouveau modèle de société, basé sur des principes de solidarité, justice et bien-être pour tous et toutes ; ou la même chose que d'habitude, la même chose qu'on avait jusqu'à il y a très peu de temps, c'est-à-dire : la loi du « tout pour moi, rien pour les autres », de la corruption, de la loi du plus fort, la loi du plus « malin », la prédominance des groupes de pouvoir qui ont tout contrôlé, du pouvoir des « propriétaires du pays » ; de la prépotence des caciques ; de l'abus, de la justice uniquement pour les gens en costard, du pouvoir des banquiers corrompus.

Nous avons face à nous, dimanche prochain, l'opportunité merveilleuse de changer l'histoire, de fonder un nouvel équateur, pour lequel nous avons lutté depuis plusieurs générations ; ce changement tant souhaité et toujours trahi par les gouvernements successifs, par ceux qui disaient une chose lors de la campagne et faisaient une autre une fois au pouvoir.

Espejo, Bolivar, Alfaro seraient les premiers à accompagner la marche

des ouvriers, des enseignants, de mères qui voient aujourd'hui, enfin, une lueur d'espoir pour leur vie et celle de leurs enfants, grâce à la Nouvelle Constitution.

Espejo, Bolivar, Alfaro, avec Fernando Daquilema, Dolores Cacuango (14), Nicolás Infante (15) , Vargas Torres(16) , Nela Martínez(17) et tant d'autres... mèneraient cette marche pour lutter pour des meilleures conditions de vie pour nos frères indigènes du páramo, pour nos frères « montubios » du littoral, pour nos frères indigènes de l'Amazonie et toutes les latitudes, pour défendre les droits des afroéquatoriens, des « blanchi-noirs » et des « négri-blancs », des « cholos », des « chazos », des urbains et des paysans, des ouvriers et des ouvrières, des jeunes et des enfants.

Espejo, Bolivar, Alfaro, les Manuelas seraient solidaires du destin des familles des pêcheurs artisanaux ; de la dignification de la Patrie, pour qu'elle soit digne du retour des réfugiés de la pauvreté, expulsés de leur terre par le néolibéralisme, ces immigrants soumis à la prison pour le délit de ne pas avoir des papiers.

Espejo, Bolivar, Alfaro, seraient les premiers à déclarer qu'il n' « existe pas d'êtres humains illégaux, sinon des pratiques illégales », entre elles le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

Espejo, Bolivar, Alfaro nous accompagneront depuis, leur lieu de repos historique, dans cet effort pour renforcer un secteur entrepreneurial avec des milliers et des milliers d'entrepreneurs responsables ; dans la consolidation d'un Etat fort qui corrige les distorsions sociales, de cette illusion aveugle et cruelle appelée « marché ».

Espejo, Bolivar, Alfaro mèneraient la marche pour la défense d'une politique économique souveraine, qui génère des meilleures conditions de vie pour les plus démunis.

Cette nuit avec cette immense présence du vrai peuple, nous sommes entrain de seller un pacte d'amour, un geste de compromis mutuel d'unité, travail, loyauté entre tous pour mener à bien un projet de futur, de paix et de vie.

Que la vérité apparaisse au plein jour, que la tendresse, les meilleures idées, les merveilles de la solidarité, du développement équitable, de l'éradication de la pauvreté, de l'élimination de l'analphabétisme, se réalisent. Approuver la Nouvelle Constitution est un acte d'amour, es un devoir incontournable de tous, de toutes, pour tous et pour toutes.

Il est temps de multiplier les volontés, d'organiser l'espoir,

d'établir des stratégies claires, de se serrer les coudes, de mettre la Patrie dans nos cœurs, pour sortir définitivement de la misère notre peuple, pour le mener vers un futur de progrès avec équité, avec justice et dignité.

La Patrie est remplie d'espoir. Pour la joie et pour la paix ! Pour le changement définitif ! Pour la révolution ! « Hasta la victoria siempre ! »

[1] Equivalent équatorien de l'Assemblée Nationale

[2] « Mère Terre » en langue Quechua, première langue indigène de l'Equateur

[3] Agence de Garantie de Dépôts

[4] Allusion au « Canto Général » de Pablo Neruda, poète chilien communiste, mort le jour où Pinochet fit le coup d'Etat contre Allende. Le chant général est le poème qui célèbre l'Amérique latine en particulier le monde andin. .

[5] Référence à Eugenio Espejo, un des premiers penseurs équatoriens à revendiquer l'indépendance vis-à-vis de la couronne espagnole.

[6] Référence à l'attaque de la caserne royale de Lima lors de la lutte pour l'indépendance, et qui se solda par un massacre des indépendantistes

[7] Respectivement les dates de la proclamation de l'indépendance à Guayaquil (1820) et à Quito (1822)

[8] Référence au mouvement d'opposition à Juan José Flores, premier président équatorien, ultraconservateur, qui essaya à plusieurs reprises d'instaurer sa présidence à vie.

[9] Fernando Daquilema, dirigeant de l'insurrection indigène, exécuté le 8 avril 1872

[10] Résistance à Garcia Moreno (1821-1875), un des présidents les plus conservateurs, autoritaires et répressifs de l'histoire de l'Equateur

[11] Révolution progressiste de Eloy Alfaro, effectuée grâce au mouvement social des paysans de la côte équatorienne, mouvement appelé les « montoneras alfaristas ».

[12] Massacre des ouvriers opposants au régime du président Tamayo, qui envoya l'armée équatorienne pour les faire taire.

[13] Mouvement qui finit avec la dictature de Carlos Arroyo (28 mai 1945).

[14] Dirigeante indigène, une des femmes politiques les plus importantes de l'histoire de l'Equateur

[15] Chef révolutionnaire exécuté en 1885

[16] Chef révolutionnaire exécuté le 19 mars 1887

[17] Nela Marinez (1912-2004), très importante féministe et dirigeante du parti communiste jusqu'en 1956